

ARRÊTÉ.

DIRECTION
DE L'ARCHITECTURE.

BUREAU
DES TRAVAUX ET CLASSEMENTS.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La commission ^{Supérieure} des monuments historiques entendue ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le Pont sur l'Hérault à GIGNAC (Hérault)

appartenant à l'Etat (Ponts-et-Chaussées)

est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ARTICLE 2.

Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, pour les
archives de la préfecture, au maire de la commune de GIGNAC et
M. le Ministre des Travaux Publics, affectataire,

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 29 DEC 1950

Par délégation
Le Directeur de l'Architecture

T. S. V. P.